

Francophonies d'Amérique



Concourir pour la langue

Robert Major

Number 2, 1992

Une opération de maillage pour renforcer les liens entre les isolats de langue française

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1004407ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1004407ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Presses de l'Université d'Ottawa

ISSN

1183-2487 (print)

1710-1158 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Major, R. (1992). Concourir pour la langue. *Francophonies d'Amérique*, (2), 87–92. <https://doi.org/10.7202/1004407ar>

CONCOURIR POUR LA LANGUE

Robert Major
Université d'Ottawa

La scène est très belle et, comme il se doit sous la plume d'un tel écrivain, merveilleusement décrite. Elle se trouve à la fin de ces *Fragments d'une enfance*¹ dans lesquels, cédant finalement à sa pente naturelle, Jean Éthier-Blais assume totalement sa subjectivité. Délaissant les médiations jusqu'alors privilégiées de la critique d'humeur, du poème, de l'essai ou du roman, il décide, sans subterfuges cette fois, de se raconter. Sont alors évoqués, dans quelques-unes des plus belles pages de notre littérature personnelle, les souvenirs de son enfance à Sturgeon Falls, dans le Nord de l'Ontario.

Lauréat, à douze ans, du premier Concours provincial de français, le mémorialiste — pour lors simple enfant doué — est couronné sous l'oeil approbateur du consul de France et le regard admiratif de sa mère; double divinité tutélaire de la langue française, transformées pour la circonstance en thuriféraires. Le moment est à la fois le couronnement des efforts de Jean Éthier-Blais, l'apothéose de son enfance et le point culminant de son récit. Sur cette consécration peuvent se refermer les lourdes portes de l'enfance : le coup d'essai du futur écrivain fut un coup de maître. Le petit prodige du Nord de l'Ontario a damé le pion aux cracks d'Ottawa. Il n'en faut pas davantage, peut-être, pour décider d'une carrière. Devient-on littéraire et écrivain parce que ses premiers pas sont ainsi chargés de lauriers ou, au contraire, gagne-t-on le Concours de français parce qu'on est béni des Muses et promis à la vocation? Est-ce la poule, est-ce l'oeuf?

Le lecteur qui connaît l'oeuvre de Jean Éthier-Blais ne sera pas étonné de lire, dans ces *Fragments d'une enfance*, que ce Concours de 1938 est le seul, l'unique. Les Concours des années suivantes, provinciaux eux aussi et réunissant une jeunesse plus nombreuse encore, n'auront été que de pitoyables et attendrissants ersatz. « Il y en eut plusieurs, qui allèrent se dégradant, en sorte qu'il ne resta, dans l'imagination populaire franco-ontarienne (ou ontarioise) qu'un seul concours de français : le mien² ». Voilà proprement anéantis, sans autre forme de procès, les plus de mille élèves du primaire et du secondaire qui se sont succédé depuis à ce Concours! Voilà rayées d'un trait de plume des décennies d'efforts accomplis par des générations d'élèves et de maîtres! Pour cet égotiste consommé qu'est Jean Éthier-Blais, il n'en saurait être autrement. Après moi le néant!

Mais sans doute tous les concurrents, et à plus forte raison les lauréats, seraient-ils portés à en dire autant de leur Concours respectif. Ainsi, pour ma part, j'accorderais plutôt la palme au Concours de 1962, l'année du vingt-cinquième anniversaire (et de mon juvénile triomphe, en présence du gouverneur général et de madame Georges-P. Vanier, de l'archevêque d'Ottawa, de monsieur Robert Gauthier, de tout le gratin franco-ontarien et d'une salle enthousiaste de six cents personnes, anciens lauréats et dignitaires, rien de moins!). Mais quel serait alors le proto-concours pour les quelques rares membres d'un corps d'élite (six élèves au total, en presque un demi-siècle d'existence) : ceux qui, comme un collègue, Jean-Louis Major, ont remporté deux fois la palme du lauréat, au primaire et au secondaire? Merveilleuse richesse des concours de toutes sortes qui, à chacune de leurs éditions, sont princes pour les intéressés!

Au printemps de 1992, le Département des lettres françaises de l'Université d'Ottawa s'apprête à marquer d'une façon spéciale le dixième anniversaire de la renaissance de ce remarquable Concours et sa quarante-quatrième édition depuis sa fondation en 1938. L'occasion est propice pour une réflexion sur l'événement, où se mêleront à parts inégales l'histoire, le commentaire et le témoignage personnel.

Paul-François Sylvestre a déjà retracé, dans un petit livre fort chaleureux, l'histoire du Concours de français³ et il ne saurait être question de la reprendre ici. Quelques rappels, toutefois, s'imposent pour bien marquer les traits caractéristiques de cette institution unique en Ontario et dont il existe peu d'équivalents ailleurs. Choisir, chaque année, dans chacune des régions de la province, les meilleurs élèves en français; convoquer solennellement ces lauréats régionaux à un concours provincial; les réunir, le plus souvent dans le chef-lieu de la francophonie ontarienne, Ottawa; les soumettre à toute une série d'épreuves portant sur l'orthographe, l'analyse littéraire, la composition, l'improvisation orale, et jugées par ces olympiens qu'étaient, à l'époque, les inspecteurs des écoles françaises; proclamer les lauréats dans une cérémonie publique qui réunissait un vaste public parce qu'elle coïncidait avec la « Semaine française », c'est-à-dire les assises annuelles de la francophonie ontarienne (congrès de l'Association canadienne-française des enseignants de l'Ontario, de l'Association de la jeunesse franco-ontarienne, de la Fédération des femmes canadiennes-françaises, de l'Association des commissaires d'école, etc.); distribuer de nombreux prix, livres, trophées, bourses, dans chacune des catégories, de sorte que presque tous les concurrents y trouvent leur compte; donner à l'événement tout le relief possible : dans chacune des écoles et des paroisses, d'abord, en région ensuite et lors de la grande finale. Tel était le Concours de français. La majuscule s'imposait et s'impose toujours, car l'événement était unique.

L'élève, certes, n'était pas conscient des enjeux, des multiples enjeux du Concours ni de l'impact qu'il pouvait avoir. Ce Concours se déroulait sur

un double plan, celui de la collectivité, celui de l'enfant, plans qu'il importe de distinguer.

Pour les enfants de 8^e année et les adolescents de 12^e année qui chaque année étaient choisis, ce Concours avait une dimension paradoxale mais qui était acceptée sans questionnement. L'événement était à la fois naturel et solennel. Le professeur choisissait ses meilleurs élèves, garçon et fille, et les soumettait à des exercices supplémentaires en dehors des heures réglementaires de français. Il ne serait venu à l'esprit d'aucun enfant de l'époque de refuser cette surcharge : la docilité et la fierté s'étaient mutuellement et ces travaux ne faisaient que s'ajouter aux autres activités parascolaires étroitement contrôlées par les institutrices et les instituteurs de l'époque : dévotions et cérémonies religieuses, surtout. Concours de catéchisme ou concours de français, nous étions toujours à nous mesurer les uns aux autres, dans une « saine émulation ».

L'accession aux finales régionales, toutefois, nous faisait pénétrer dans une autre sphère. Les exercices se multipliaient et l'élève avait sourdement conscience d'être l'indigne représentant de son professeur, de ses parents, de son école, de sa paroisse, de son conseil scolaire. L'insouciance et le naturel propres à l'enfance et à la jeunesse nous empêchaient de ployer sous le poids d'une telle responsabilité : le plus souvent nous n'y pensions pas, tout au plaisir de voir du pays et de vivre des expériences inédites.

Et si je peux généraliser à partir de mon propre cas, quel émerveillement de voir Ottawa pour la première fois à 16 ans (j'étais, à l'instar de Jean Éthier-Blais, le représentant du Nord de la province, et des marches plus éloignées encore : le vrai nord, du Témiskaming à la baie d'Hudson)! Quelle émotion d'être debout dans une des salles de l'ancienne École normale (maintenant l'édifice de l'École des études supérieures de l'Université d'Ottawa), que je connaissais de réputation parce que mes professeurs y avaient fait leurs études, dans une atmosphère feutrée de boiseries sombres, de hauts plafonds et de science profonde, avalant ma salive avant de me lancer dans une improvisation sur « le séparatisme québécois », face à des juges à la fois terriblement austères et subtilement encourageants. Mais surtout, souvenir indélébile, le choc de marcher dans la rue Waller, derrière un groupe de jeunes adultes, sans doute des étudiants de l'Université d'Ottawa, et de les entendre parler français! À Ottawa, on se parlait en français, tout naturellement, dans la rue! L'étonnement m'avait littéralement dérouté. À les suivre, subjugué, sans égard au chemin parcouru, je m'étais égaré à quelques rues de ma destination.

Je me souviens plus vivement de ce moment dans la rue que des épreuves ou de mon propre triomphe comme lauréat des garçons. Jusqu'alors, pour moi, le français était de l'ordre du privé. Langue de la maison, de l'école (et encore : elle était bilingue), de l'église (et encore : elle aussi était bilingue). La rue était anglaise. On n'y parlait qu'anglais, même entre francophones. D'ailleurs, à partir d'un certain âge, une fois affranchi

du giron maternel, toute communication se faisait en anglais, sauf avec les parents, les instituteurs et le curé. Et voici qu'autour de moi, dans la rue, hors du contexte scolaire ou paroissial, hors de portée de toute autorité répressive (la « police de la langue » n'est pas une invention québécoise, n'en déplaît aux anglophones du Québec : nos institutrices avaient le bras long pour tordre les oreilles des téméraires qui osaient parler anglais à l'école), dans les rues d'Ottawa, donc, j'entendais tout naturellement des jeunes parler français! Le français, en cet instant, a perdu son caractère factice, artificiel, imposé, et j'ai confusément entrevu qu'il pouvait être vivant. Encore aujourd'hui, remontant la rue Waller, il m'arrive à l'occasion de revivre ce moment et de ressentir brusquement la reconnaissance la plus vive et la plus irrationnelle pour ces jeunes inconnus, passants anonymes, mais dont la langue était si vive et si naturelle.

J'ose croire que les autres élèves venus des quatre coins de la province en cette année 1962, ou dans les années qui ont précédé ou qui ont suivi, ont vécu des expériences analogues, aussi déterminantes. Nous étions quarante-deux à Ottawa, primaire et secondaire confondus, en cette année. Cela fait quarante jeunes au moins par année pour qui le français peut être autre chose que la langue de l'humiliation quotidienne. Quarante jeunes, par définition des premiers de classe et donc possiblement des ferments éventuels dans leur milieu, pour qui le français accédait à une autre dimension.

Pour les responsables de cette rencontre annuelle, le Concours, cela va de soi, avait d'autres dimensions. Les élèves ne le savaient pas, mais ces modestes exercices étaient le lieu d'un affrontement et d'une revendication qui avaient une dimension héroïque certaine. « Je ne pense jamais à ces obscurs lutteurs sans admiration, ni tendresse » dira Jean Éthier-Blais des représentants de « l'intelligentsia administrative franco-ontarienne, attachés à la langue française, la défendant avec ardeur, tentant par tous les moyens dont ils disposaient, d'étendre son champ⁴. » Ils étaient lutteurs en effet, car il faut savoir que ce Concours n'était pas un banal « spelling bee », épreuve qui avait alors la faveur de mes amis anglophones, ni un quelconque concours d'éloquence, tel que parrainé à l'époque par les clubs sociaux (cela dit sans vouloir nier l'intérêt de ces activités). Dans son existence même, il était contestation du pouvoir anglais.

En effet, son créateur, monsieur Robert Gauthier, premier responsable de l'enseignement francophone en Ontario, l'avait institué alors même que l'enseignement en français était encore officiellement interdit en Ontario : l'infâme règlement 17 ne sera abrogé qu'en 1944. Non seulement s'agissait-il de valoriser l'enseignement du français à l'intérieur de ces écoles bilingues, mais de plus il importait de donner à la langue un statut public par la voie d'un concours qui allait se dérouler en plein jour, cautionné par le ministère de l'Éducation. Les Orangistes avaient beau parader chaque année, « King Billy » caracolant sur son cheval blanc, la majorité anglo-

saxonne avait beau exercer chaque jour sa hargne anti-française sous le couvert des plus beaux principes du fair-play britannique, le français, bien timidement mais combien publiquement, affirmait sa place au soleil. Les inspecteurs des écoles, les commissaires d'écoles, habitués à louvoyer dans les traquenards du sérail torontois, savaient bien ce qui était en jeu; les instituteurs et les institutrices, frères, religieuses, laïcs dévoués, savaient faire oeuvre patriotique et travail de survie nationale en déployant des prodiges d'imagination pour susciter, chez leurs élèves, de l'intérêt pour leur langue bafouée. Comment saluer convenablement cette obscure et multiple armée qui pendant des années a porté le français à bout de bras en Ontario!

C'est en parcourant les documents précieusement conservés par une mère affectueuse et complaisante que j'ai pu mesurer l'importance qu'accordait la collectivité à cet événement. Toutes ces lettres de félicitations envoyées par toutes sortes de personnes (à une époque où on écrivait encore volontiers) : instituteurs du moment, institutrices des années précédentes, coparoissiens, amis d'enfance de mes parents, marguilliers, collègues de mon père dans le réseau scolaire franco-ontarien, chacune de ces personnes se réjouissant pour ses propres raisons, et heureuse du succès d'un obscur écolier boutonneux. Car ce succès, cela m'a paru évident à la lecture de ces bouts de papier jaunissant, avait une portée collective. On signalait le petit triomphe d'un élève, certes, mais on fêtait surtout la survie et la vitalité de sa langue, sa vigueur sans cesse renouvelée, gage d'une pérennité problématique mais ardemment souhaitée.

Qu'on en juge par la lecture du *Droit* du 28 avril 1962. En première page, à la une, des photos des deux grandes lauréates au primaire et au secondaire, et un article consacré au succès des élèves du Nord de l'Ontario pendant cette édition du Concours. Les pages 5, 6 et 7 du journal affectées à d'autres articles sur la Semaine française, dont la totalité de la page 5 au Concours : photos des lauréats et texte serré donnant scrupuleusement tous les détails sur le Concours, la provenance et la généalogie des lauréats! Il en était ainsi chaque année dans *Le Droit*. Chronique villageoise, pourrait-on dire avec raison. Mais ainsi se cimente une collectivité, se reconnaissent ses membres et s'affirment ses forces vives. En profitant des moindres événements pour se réjouir et pour fêter sa jeunesse et son avenir. Mais c'était à l'époque, il est vrai, où ce quotidien, alors propriété des Oblats, savait comprendre sa propre devise, se rappelait sa raison d'être, s'évertuait à servir la collectivité franco-ontarienne même dans les plus humbles événements et ne se complaisait pas dans la chronique policière et la morbidité sensationnaliste. Autre temps, autres moeurs.

L'Association canadienne-française de l'Ontario laissera tomber le Concours provincial de français en 1971. Mais une professeure de l'Université d'Ottawa, Nicole Bourbonnais, aura l'heureuse idée de le ressusciter en 1982, avec l'appui empressé des autorités de l'Université. Depuis lors, chaque année, en collaboration avec l'Université Laurentienne

et les professeurs des écoles secondaires de la province, se tient un Concours pour les élèves de fin d'études secondaires. Chaque année sont convoquées ces remarquables assises où la jeunesse franco-ontarienne concourt pour sa langue et l'affirme du même coup. Qu'il en soit longtemps ainsi!

NOTES

1. Jean Éthier-Blais, *Fragments d'une enfance*, Montréal, Leméac, 1989, 179 p.

2. *Ibid.*, p. 175.

3. Paul-François Sylvestre, *Le Concours de français*, Sudbury, Prise de Parole, 1987, 155 p.

4. Jean Éthier-Blais, *op. cit.*, p. 176.